

Gérald Fortin (1928 - ?)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1968)

“Le Québec: une ville à inventer”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, "Le Québec: une ville à inventer". Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 9, no 1-2, janvier-août 1968, pp. 11-21. Québec : PUL.

Texte reproduit dans l'ouvrage de Gérald Fortin, *La fin d'un règne*. Chapitre 15, pp. 265-275. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

M. Gérald Fortin (1928 - ?) était sociologue à l'Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d'ayant droit des œuvres de son père, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca



Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 6 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec, Canada.



Table des matières

“Le Québec : une ville à inventer” (1968)

“Le Québec : une ville à inventer”. Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 9, no 1-2, janvier-août 1968, pp. 11-21. Québec : PUL.

Texte reproduit dans l’ouvrage de Gérald Fortin, *La fin d’un règne*. Chapitre 15, pp. 265-275. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 397 pp. Collection : Science et humanisme, no 3.

- A) *Le tissu urbain*
- B) *Devons-nous devenir urbains ?*
- C) *Qui choisira et comment ?*

Conclusion

“Le Québec : une ville à inventer”

Gérald Fortin, “Le Québec : une ville à inventer”. Un article publié originalement dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. 9, no 1-2, janvier-août 1968, pp. 11-21. Québec : PUL.

[Retour à la table des matières](#)

Faisant le bilan des études urbaines portant sur le Québec, monsieur Yves Martin signalait, lors de notre premier colloque, la présence de plusieurs études particulières surtout de type historique de même que certains essais qui tentaient une définition générale du processus d'urbanisation. Il regrettait toutefois qu'il n'existe pratiquement aucune relation entre ces études proprement monographiques et ces hypothèses globales. Ce manque de liaison, par ailleurs, se faisait surtout sentir dans le domaine de l'organisation sociale et politique de même que dans le domaine de la culture. La ville comme principe d'organisation de notre société était affirmée sans être analysée ni de façon empirique, ni même de façon théorique.

Déjà en 1962, l'urbanisation et le phénomène urbain québécois apparaissent comme un objet d'étude particulièrement fructueux pour un de nos colloques. L'objectif de ces colloques, en effet, est d'essayer d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche ou de consolider ceux qui sont encore embryonnaires. Comme dans le cas des colloques précédents, il ne s'agit pas cette année d'apporter une solution définitive à l'analyse de l'urbanisation mais

plutôt d'essayer de structurer de façon un peu plus précise les avenues qui pourraient être fructueuses pour les chercheurs contemporains et futurs.

Par ailleurs, en six ans, la situation décrite par monsieur Martin et son commentateur monsieur Trottier a évolué dans deux sens. Des études empiriques et monographiques ont été accomplies pour combler les lacunes graves au point de vue de l'organisation sociale et politique de même qu'au point de vue de la mentalité. C'est donc à partir de certains faits vérifiés et qui seront présentés dans les communications de ce colloque que nous pourrons maintenant commencer à discuter des problèmes. Nous avons dépassé l'étape des questions purement académiques et théoriques. D'un autre côté la société québécoise elle-même s'interroge de plus en plus sur son caractère urbain et commence à découvrir les véritables dimensions de sa transformation profonde de même que les véritables questions que son urbanisation pose à son devenir. Ainsi non seulement la problématique des hommes de science devient-elle plus concrète, mais encore elle commence à se rapprocher d'une problématique que la société dans son ensemble est en train d'élaborer.

Ce rapprochement de la pensée scientifique et de la pratique politico-sociale dépasse certes le phénomène de l'urbanisation et donne à la pensée scientifique et en particulier à la pensée des sciences humaines un dynamisme nouveau de même qu'un défi tout à fait particulier. Nous ne pouvons plus nous contenter de décrire les phénomènes, nous devons chercher à faire de la prospective et pour autant à déterminer les grandes lignes qui deviendront les axes fondamentaux de notre développement.

Vous me permettez donc de tomber Peut-être encore une fois dans le vice dénoncé par monsieur Martin en 1962, qui est celui de la spéculation. J'ose toutefois espérer que les quelques propos que je vous livrerai tout en restant spéculatifs puissent s'appuyer à la fois sur ces études nouvelles qui ont été faites depuis quelques années en même temps que sur cette problématique sociale qui semble se développer dans notre milieu.

Malgré certains retards dus à la conjoncture ou malgré certaines impatiences d'individus ou de groupes plus clairvoyants, il semble acquis que le Québec, comme toute société moderne, est une société qui se donne comme objectif premier le développement et le contrôle de ce développement. La caractéristique la plus fondamentale de notre société moderne, c'est d'être une société qui veut bâtir son devenir à partir de sa propre définition de ce qu'elle veut être. L'évolutionnisme ou le déterminisme historique et social cède le pas au volontarisme sociétal.

Dans ce contexte l'urbanisation ou du moins certains styles d'urbanisation ne paraissent plus comme des nécessités inéluctables mais plutôt comme la résultante de certains choix. Sans doute le choix des orientations urbaines à prendre est-il limité par un très grand nombre de contraintes historiques, économiques, sociologiques. Mais à l'intérieur de ces contraintes, plusieurs possibles demeurent et il nous reste à déterminer collectivement lequel ou lesquels sont désirables pour la société québécoise.

Ces remarques introductives chercheront donc à questionner à la fois notre connaissance de ce qu'a été et de ce qu'est le phénomène urbain québécois et

de questionner notre connaissance par rapport à ce qu'il sera ou par rapport à ce qu'il pourrait être. En d'autres mots, je voudrais que notre colloque cherche non seulement à déterminer ce qui est institutionnalisé dans le phénomène urbain et dans le processus d'urbanisation, mais encore s'inquiète et recherche les innovations sociales encore mal définies mais qui contiennent déjà l'embryon des institutions futures possibles.

Ces interrogations je voudrais les diriger par rapport à trois objets qui sont loin d'épuiser toutes les questions que l'urbanisation du Québec pose et posera, mais qui m'apparaissent comme les plus urgentes. Il s'agira du réseau du tissu urbain, du mode de vie urbain et du système politique qui animera à la fois ce tissu et cette vie urbaine.

A) Le tissu urbain

[Retour à la table des matières](#)

En 1968, il semble plus ou moins acquis que le Québec soit une société urbaine. Par ailleurs notre insistance collective à nous définir comme une société rurale a longtemps retardé l'acceptation de ce fait comme elle a retardé l'analyse de la signification du réseau urbain qui a existé chez nous dès le début de la Nouvelle-France. Si le Québec est aujourd'hui urbain, il faut se demander comment s'est accomplie cette urbanisation, quelles étapes le processus d'urbanisation a suivies. Il faut peut-être se demander davantage quelle a été la signification économique et sociologique des villes petites et grandes du régime français aussi bien que du régime anglais. Comment allier cette affirmation de nous-même comme société rurale vivant dans des communautés agricoles isolées avec les faits brutaux des recensements qui selon les époques définissaient de 30 à 50% de la population comme urbaine, Ces villes étaient-elles des enclaves dans une société rurale, le ghetto des moutons noirs et des maudits de notre société ? N'ont-elles pas plutôt été le véritable foyer non seulement de cette société rurale que nous sommes plus à être, mais surtout de cette société urbaine que nous sommes devenus. Déjà les historiens nous font découvrir que nos mouvements importants de pensée politique, culturelle et même idéologique sont nés dans ces villes. Même nos idéologues les plus ruralistes étaient des urbains.

Mais plus que l'histoire des villes individuelles et de leur contribution particulière à l'économique, au politique et au social, c'est l'histoire du réseau urbain qu'il faudrait continuer à approfondir et à expliciter. Comment ces villes petites et grandes ont-elles été reliées entre elles et surtout quelle a été la relation qui s'est établie entre ce réseau urbain et l'hinterland rural. Ce n'est que très récemment que géographes et économistes pensent la région en terme d'un espace structuré autour d'un pôle urbain. Mais ce retard dans la conceptualisation correspond-il vraiment à un retard dans la situation réelle ou plutôt à un biais idéologique.

N'étant né ni historien ni géographe, plus que des réponses ce sont surtout des questions que je peux poser à ce niveau. Il m'apparaît toutefois qu'il est extrêmement important si l'on veut relire le processus d'urbanisation en termes de réseaux que nous dissociions deux termes qui souvent sont accolés lorsqu'on parle de l'urbanisation du Québec. Ces deux termes sont ceux d'industrialisation et d'urbanisation. Sans doute l'industrialisation surtout celle du XXe siècle a-t-elle accéléré le processus d'urbanisation en même temps qu'elle donnait une nouvelle signification au réseau urbain. Restreindre toutefois l'étude du réseau urbain à celle du réseau industriel me semble une simplification outrée du problème.

je ne voudrais pas ici développer une hypothèse que j'ai déjà essayé de proposer ailleurs, mais il me semble que l'on puisse distinguer au moins trois grandes phases historiques dans le processus d'urbanisation du Québec. La première phase qui pourrait s'étendre jusqu'à la fin du XIXe siècle serait caractérisée par un réseau urbain dont la fonction principale est une fonction commerciale et administrative. Cette définition en termes administratif et commercial du réseau urbain me semble déjà quand même restrictive en ce sens qu'elle ne tient pas compte du rôle de Québec et de Montréal dans l'ensemble du territoire. Même à la lecture des manuels d'histoire du Canada du cours primaire, il semble que l'histoire de la Nouvelle-France se résume à l'histoire de Québec, Trois-Rivières et Montréal. Bien que dominés économiquement par l'élément anglais, Québec et Montréal du XVIIIe et XIXe siècle ont certainement continué à jouer un rôle fondamental dans toute la structuration de l'économie et des relations sociales du Bas-Canada et de la province de Québec. A ces deux villes-pivots s'est rajouté lentement une série de petites villes dont le rôle a peut-être été surtout de structurer un hinterland rural composé de communautés relativement isolées mais qui ont certainement joué un rôle important dans la constitution d'un tissu social continu depuis les paroisses les plus reculées jusqu'à Québec ou Montréal. Sans la présence de ce tissu urbain il deviendrait pratiquement impossible de comprendre comment en vingt ans le Québec est devenu une immense ville à concentration plus ou moins forte comme nous le soulignerons plus tard.

Encore une fois, si on exclut Montréal et Québec, et dans ce cas il faut surtout exclure Montréal, l'industrialisation qui a créé certainement des centres urbains éparpillés un peu partout dans la province n'a pas transformé fondamentalement le réseau urbain pré-existant. Ces villes industrielles se sont situées soit près des sources de matières premières, soit dans des régions où une main-d'œuvre à bon marché était abondante. Sauf d'assez rares exceptions où les problèmes économiques de transport de la matière première étaient très graves, ces villes industrielles ont eu tendance à se conjuguer avec les centres administratifs et commerciaux déjà existants. À très peu d'exceptions près, l'industrialisation ne serait venue en fait que consolider un réseau urbain déjà existant en lui ajoutant une nouvelle fonction, celle de devenir des marchés de travail intéressants pour une population rurale sous-développée économiquement. Cette nouvelle fonction a quand même une conséquence importante qui est de renforcer la trame des tissus urbains et d'accélérer les échanges entre la population rurale et ses noyaux urbains.

L'étape suivante qui date à peine de vingt ans a été de faire des centres urbains des centres de consommation directe. jusqu'à ce moment une certaine solution de continuité existait entre la ville et la campagne, entre le centre urbain et l'hinterland desservi par ces centres urbains. Depuis que la ville est devenue centre direct de consommation, la continuité est presque parfaite entre ville et campagne ce qui permet maintenant de parler de ville-région et de laisser tomber la distinction traditionnelle entre urbain et rural.

Je ne veux pas revenir sur cette notion de ville-région que j'ai déjà développé ailleurs et qui me permettait de définir le Québec comme un réseau de 20 à 30 grandes villes à densité variable. Nous devons toutefois y revenir très brièvement lorsque nous parlerons du mode de vie urbain.

En même temps que prend place ce processus de régionalisation des villes, c'est-à-dire la constitution d'un tissu urbain s'étendant sur tout le territoire, un autre phénomène majeur d'urbanisation se développe devant nous. Il s'agit de la concentration de plus en plus rapide de la population dans le centre métropolitain de Montréal. jusqu'ici le processus d'urbanisation a été un processus de concentration de population. Certains sociologues définissent la ville d'abord comme une concentration de population. Si nous voulons non seulement examiner ce qu'a été l'urbanisation chez nous mais aussi ce qu'elle pourrait être, il m'apparaît que c'est là un postulat qu'il faut remettre en cause complètement. La création des villes ou de façon plus générale le phénomène de concentration de la population est un processus dont la nécessité est historique plutôt qu'inexorable. Nécessité militaire si on songe aux villes du Moyen-Age, nécessité économique et technique si on songe aux villes de l'ère industrielle. Par ailleurs les changements dans les techniques surtout les techniques de transport donnent à la ville une allure différente. La ville de l'automobile et de l'énergie électrique ou atomique n'est plus la ville du chemin de fer et de l'énergie du charbon. On pourrait même se demander si le processus actuel de croissance des villes, loin d'être un processus de concentration, n'est pas plutôt un processus de dilution. Sans doute une ville comme celle de Montréal conserve-t-elle encore un centre mais si on examine des villes comme Québec ou les conurbations du Saguenay ou du Saint-Maurice, le centre urbain semble disparaître. Les activités qui, traditionnellement étaient des activités du centre, se déplacent en périphérie dans les banlieues. On peut même se demander si le centre montréalais réussira à rester véritablement un centre à mesure que là aussi les activités se déplacent vers la périphérie ou à mesure que l'on songe à créer un centre nouveau ou secondaire dans l'est. En se généralisant, l'urbanisation semble être en voie de détruire les villes. On pourrait accumuler toute une série de faits indiquant ces transformations et cette destruction de la ville au sens classique. Par exemple la concentration dans la zone de transition des habitations pour célibataires et pour population âgée. Contrairement au modèle de l'école de Chicago, les couches concentriques ne se font plus en fonction des occupations ou du revenu mais semblent se faire en fonction de l'âge et du stade d'évolution des familles.

Plutôt que de penser la construction actuelle de nos villes qui, de toute façon, sont nos villes de demain selon des modèles que nous avons hérité d'une technologie dépassée depuis cinquante ans, ne vaudrait-il pas mieux songer à définir quelle sorte de ville nous voulons, étant donné les technolo-

gies que nous possédons déjà et celle que déjà les rapports ou la prospective des techniciens nous laisse entrevoir. La fonction du centre d'une ville totale doit-elle demeurer une fonction de production ou même une fonction commerciale par rapport à la consommation de masse ? Il semble que déjà dans les faits la réponse soit non. Quelle est alors la ou les fonctions qu'on peut lui donner s'il est encore nécessaire de garder un centre. je me permettrai de soumettre à votre discussion que la fonction réelle des centres de ville, dans une société totalement urbanisée, est double. C'est d'abord une fonction de production et de consommation des biens culturels, intellectuels et artistiques. C'est ensuite et de façon tout à fait articulée une fonction ludique. Sans doute la civilisation des loisirs dont on se plaît à nous répéter qu'elle est maintenant devenue la nôtre va supposer des espaces verts et des formes de loisirs qui remettent l'homme en contact avec la nature. Personnellement, je croirais qu'une société totalement urbanisée devra insérer au niveau de la vie quotidienne l'espace vert et la nature. Mais ce n'est là qu'une dimension et peut-être une des dimensions les plus secondaires de ce que peut signifier une véritable société de loisirs. Le loisir dans une société industrielle ou post-industrielle comme on se plaira de l'appeler, sera hautement intellectualisé et relié à des consommations non pas de masse mais artisanales. Cette société aura aussi à redécouvrir ou à réinventer la fête. Le centre ville en sera sans doute le lieu privilégié.

Ce réaménagement des centres urbains soulève un problème très concrets dont on se préoccupe de plus en plus : celui du réaménagement des quartiers pauvres de la zone de transition de même que celui du relogement des populations de ses zones. Ce problème de rénovation urbaine des zones de transition prend toutefois un aspect différent selon que l'on songe à faire du centre un lieu de concentration des activités de production et de commercialisation de masse ou celui d'un centre de création intellectuelle et un lieu de fête. Dans le premier cas, garder près du centre des habitations vétustes ou à coût modique semble une pure aberration économique. Dans le deuxième cas, c'est surtout une rénovation esthétique qui s'impose et le problème du relogement est beaucoup moins impératif. La présence de quartiers fortement intégrés près du centre peut devenir un facteur positif très important pour contribuer à l'intégration du centre lui-même.

Quoiqu'il en soit l'urbanisation est au Québec un processus en marche. Nous pouvons décider de nous en servir pour construire notre nouvelle société ou l'abandonner à son dynamisme propre quitte à réparer les erreurs plus tard.

B) Devons-nous devenir urbains ?

[Retour à la table des matières](#)

Même si le contexte physique de notre vie quotidienne est urbain, même si la plupart des conduites de cette vie quotidienne est urbaine, sommes-nous devenus des urbains pour autant. C'est là une question très souvent débattue aussi bien parmi les sociologues que par tous les intellectuels du Québec. J'ai peur qu'il s'agisse là d'une fausse question qui nous vient de deux sources aussi idéologiques l'une que l'autre. La première idéologie qui nous est plus particulière laisserait croire que nous sommes des ruraux à peine transplantés en ville. La deuxième idéologie qui, elle, est plus universelle et qui a été propagée par la sociologie américaine, nous laisserait croire qu'il existe une mentalité ou un mode de vie propre à la ville. Les études récentes faites au Québec aussi bien qu'en France, en Angleterre et aux États-Unis semblent démontrer que ce modèle abstrait de la société urbaine que nous a légué en particulier l'école de Chicago n'a aucune réalité concrète sauf celle d'être l'antithèse d'un modèle non pas de société rurale mais de société traditionnelle. Plutôt que de nous demander si nous sommes encore ruraux ou urbains en termes de mentalité ou en termes de mode de vie, il me semblerait plus juste de nous demander si nous sommes pré-industriels, industriels ou post-industriels comme mentalité ou mode de vie. Ceci devient d'autant plus vrai lorsque, comme nous avons essayé de l'illustrer plus haut, c'est la société dans son ensemble qui est devenue urbaine au niveau écologique. Si l'urbain de trois générations de Montréal vibre aux chansons de Vignault, il ne faut pas oublier que le rural de dix générations de Saint-Rédempteur vibre à la musique des Beatles. Il est donc très important de distinguer entre certaines formes de représentation collective de type idéologique qui ont pu refuser la ville, qu'elle soit petite, ou grande et les valeurs et les attitudes collectives de la population comme telle. Il faut de plus placer le débat dans un contexte où la distinction entre rural et urbain ou entre ville et campagne est à toutes fins pratiques disparue et où la circulation non seulement des idées mais la circulation géographique est un phénomène acquis. Sans préjuger ici des analyses que nos collègues présenteront au cours de ce colloque soit sur le roman, soit sur la famille, soit sur les quartiers, soit sur les loisirs, j'aimerais simplement aligner quelques faits qui ont comme résultat de me laisser perplexe devant ce problème de savoir si nous sommes ou pas urbains, et qui pour autant m'incite à reposer la question d'une autre façon.

Tout d'abord (et c'est là un domaine où je ne peux livrer que des impressions relativement vagues n'étant nullement spécialiste de la question), il me semble y avoir une coupure entre la production littéraire romanesque et les productions littéraires ou para-littéraires plus vivantes et en même temps plus populaires. Sans doute les romanciers ont-ils tardé à utiliser la ville comme

cadre de l'action de leur héros et même ne nous présentent qu'une ville squelettique. Mais en est-il ainsi dans le théâtre ? Gratien Gélinas et Dubé sont d'emblée des urbains. Avant eux nos boulevardiers et nos comiques populaires sont et étaient des urbains. Vignault nous parle non du monde rural, mais de la met et de la forêt, mais Léveillé, Clémence Desrochers, Marie Savard et tant d'autres nous parlent des cheminées et des poubelles, quand ce n'est pas des fleurs d'asphalte.

Mais passons à d'autres faits qui sont peut-être moins subjectifs de ma part. Dans l'étude que nous avons menée avec notre collègue Marc-Adélar Tremblay, non seulement les besoins et les aspirations étaient-elles les mêmes dans les milieux ruraux et urbains, mais l'attachement à certaines valeurs définies ici comme traditionnellement rurales se partageaient également entre la population rurale et urbaine. On retrouvait à Montréal autant de traditionnels que de gens qui rejetaient ces valeurs traditionnelles, mais on retrouvait dans le milieu rural autant de gens qui acceptaient les valeurs nouvelles que de gens qui restaient attachées aux anciennes. Dans le cas des urbains la date d'immigration n'était pas en relation avec cet attachement aux valeurs traditionnelles. Dans un autre ordre d'idées, l'étude récente de Rioux et de Sévigny réanalysée par Mme Savard montre qu'en prenant la définition de l'autonomie telle qu'employée par Rogers, les jeunes ruraux sont plus autonomes que les jeunes urbains. L'autonomie rogérienne devrait cependant être une caractéristique urbaine.

Les études de Garrigue montrent la survivance de la famille étendue dans le milieu urbain alors que notre étude avec Tremblay montre que les formes de loisirs les plus répandues dans ce milieu urbain implique la visite de la famille étendue. Ce ne sont pas là toutefois survivance comme on pourrait être d'abord porté à le croire vu que des études semblables faites dans le plus vieux quartier urbain de Londres montrent des résultats semblables. En fait, l'éclatement ou la perte de signification de la famille qui était prévue par le modèle de Chicago se réalise beaucoup plus actuellement au Québec dans ce qu'on est convenu d'appeler le milieu rural que dans le milieu urbain. Inversement, la réorganisation de la famille en une nouvelle unité significative semble s'accélérer dans le milieu urbain et contredire encore une fois les modèles trop rigides de société urbaine.

Ainsi à la question de savoir si nous sommes devenus des urbains les faits semblent répondre par une autre question, sommes-nous devenus des citoyens d'une société industrielle ou avons-nous gardé des schèmes de société pré-industrielle. Et cette nouvelle question s'adresse aussi bien à ceux qui résident physiquement dans des villes fortement concentrées qu'à ceux qui résident dans ces nouvelles villes-régions à faible concentration. Au moment où la réalité de la ville concentrée est en voie de disparition allons-nous nous attaquer à savoir comment vivre dans ces villes disparues ? Ne vaut-il pas mieux se demander quelle sera la place et le rôle de la ville dans une société industrielle qui est et qui sera la nôtre et quel équilibre nouveau il nous faut trouver entre la concentration et la déconcentration, entre les relations de type primaire et les relations de type secondaire, entre les fonctions de création intellectuelle et les fonctions de production, entre la vie privée et la vie publique, entre les lieux de résidence, les lieux de travail et les lieux de loisir ?

C) Qui choisira et comment ?

[Retour à la table des matières](#)

Si le processus d'urbanisation totale est déjà pleinement engagé, il est loin d'être terminé. Plus important encore, ce processus se fait actuellement de façon aveugle sans aucun contrôle volontaire. Pour éviter les coûts économiques et sociaux inévitables de cette urbanisation totale aléatoire certaines actions et certaines interventions volontaires s'imposent. Notre intention n'est pas ici d'indiquer les démarches et la planification qu'il faudrait suivre pour arriver à une définition véritable de ce que sera le Québec urbanisé ainsi que des moyens à prendre pour réaliser cet objectif. Nous voulons cependant souligner que des mécanismes existent déjà qui soulèvent deux ordres de problèmes dialectiquement complémentaires. D'un côté, on tend vers le regroupement municipal sinon à la création de gouvernements régionaux, d'un autre côté une revendication de plus en plus forte pour la participation locale se fait sentir. Ainsi l'urbanisation totale de Québec pose au Québec les deux grandes questions fondamentales de toute société moderne : l'efficacité dans une action concertée de développement et une redéfinition de la démocratie. Encore une fois nous ne voulons pas régler ce problème fondamental à l'occasion de ce colloque, mais plutôt présenter quelques travaux empiriques qui alimenteront nos discussions et celles qui continueront après le colloque.

Comment gouverner et administrer ces nouvelles villes, que ce soit les métropoles ou ces nouvelles villes-régions. À première vue l'appareil gouvernemental municipal établi à partir d'un modèle urbain préindustriel semble complètement inefficace. Regroupement municipal, développement régional, sont non seulement les notions discutées verbalement par les politiciens, mais des réalités qui s'inscrivent de plus en plus concrètement dans notre société. Problèmes posés dans la vie quotidienne à tous nos gouvernants, ces problèmes de regroupement municipal, de polarisation volontaire, de développement régional, commencent à peine à être abordés par nos chercheurs. Encore une fois nous risquons de n'en faire que de belles théories *a posteriori*. Gouvernement métropolitain, regroupement municipal, gouvernements régionaux suggérés par certains conseils économiques régionaux, commissions scolaires régionales, relations entre régionales scolaires et administrations locales scolaires, décentralisation administrative au niveau régional, autant de phénomènes qui se passent chez nous actuellement et que sauf certaines exceptions, nous avons négligé à la fois d'étudier et de prospecter.

Mais en même temps que notre société cherche à éliminer le niveau local de gouvernement pour le remplacer par le niveau régional, en même temps que les villes-régions pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux exigences de leur population doivent se donner des administrations plus fortes et plus

centralisées ; en même temps la revendication d'une participation directe des citoyens aux décisions se fait sentir.

Comme je l'avais déjà signalé au colloque précédent, nous sommes en pleine crise de pouvoir et en pleine crise de redistribution du pouvoir. Ce sont peut-être les conseils d'orientation économique régionaux qui à date ont posé le plus brutalement ce problème de la redéfinition des pouvoirs et de la démocratie. Des études sont en cours actuellement sur ces conseils régionaux et la présentation des résultats de ces études aurait pu figurer au programme de ce colloque en autant que l'on retienne cette idée de villes-régions dont j'ai parlé plus haut. Cependant nous avons préféré traiter ce problème de la remise en question de la démocratie en restant au niveau du gouvernement municipal. A ce niveau deux modèles semblent se dessiner et nous avons essayé de présenter des illustrations de chacun. Le premier modèle semble être celui d'une revendication de participation directe des citoyens dans cette forme de regroupement encore mal définie que sont les ligues de citoyens. Bien que le terme des ligues de citoyens soit un terme depuis longtemps utilisé dans notre milieu, la réalité dont nous entendrons parler au cours de ce colloque est plus présente et correspond à une redéfinition de ces ligues par suite d'un travail d'animation dans les milieux défavorisés ou les milieux soumis à la rénovation urbaine. Ce qui semble caractéristique de ce premier Modèle de revendication à la participation, c'est que c'est en tant que citoyen que l'on veut avoir son mot à dire dans le gouvernement des villes anciennes et nouvelles.

Le deuxième modèle au contraire revendique la participation non pas à partir du titre de citoyen, mais à partir du titre de membre d'un groupe d'intérêt, le plus souvent d'un groupe d'intérêt économique. Selon ce second modèle, c'est en tant que syndiqué, que patron, que commerçant, que chômeur, qu'assistés sociaux, etc... que l'on veut avoir son mot à dire dans le gouvernement des affaires municipales ou régionales. Entre ces deux modèles existe une multitude de modèles mixtes combinant à la fois la représentation comme citoyen et la représentation comme groupe d'intérêt ; modèle mixte que l'on trouve surtout dans les conseils régionaux.

À ce point de vue le cas de la Chambre de commerce qui sera présenté offre un intérêt particulier en ce sens qu'il combine selon les milieux l'un et l'autre modèle à divers degrés. Groupe d'intérêt dans une ville comme Montréal, la Chambre de commerce devient pratiquement l'équivalent d'une ligue de citoyens ou d'une coopérative de développement dans le cas des petites villes.

Il aurait été intéressant de voir comment le syndicalisme ou le mouvement coopératif ou même le mouvement proprement patronal cherchent à s'insérer dans cette aventure de la participation municipale ou régionale. Encore une fois nous devons avouer que le manque de recherche ne permet pas de poser véritablement le problème.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Durant ce colloque nous allons chercher à établir peut-être davantage tout ce que nous connaissons du processus d'urbanisation que nous avons subi dans la province de Québec. Même si ce processus subi nous a conduits à une urbanisation totale, il s'agit d'un processus en marche et non d'un état définitif. Nous sommes cependant à un moment où des choix s'imposent par rapport non seulement aux caractéristiques physiques de cette ville qu'est le Québec, mais surtout par rapport au genre de vie que nous voulons y mener et au genre de démocratie que nous voulons y vivre. Même si l'objet des communications sera plutôt descriptif et positif, je souhaite que cet effort de prospective reste présent dans nos discussions.

Une des caractéristiques les plus importantes du néo-nationalisme québécois c'est qu'il a accepté la gageure de transformer le Québec en société moderne. Accepter d'être une société moderne signifie toutefois accepter d'aller jusqu'au bout du processus d'urbanisation qui est déjà engagé. Cela veut dire en même temps orienter ce processus afin que puissent s'instaurer les structures nécessaires à une participation véritable. C'est là une des tâches les plus importantes auxquelles nous devons nous attaquer collectivement. Il est d'ailleurs déjà trop tard pour choisir autre chose ; nous sommes condamnés à être créateurs.

Fin du texte